



Communication & Influence

N°103 - Septembre 2019

Quand la réflexion accompagne l'action

EDITORIAL

Brésil : réalité criminelle et guerre informationnelle

Brésil – Corruption, trafic, violence, criminalité : vers la fin du cauchemar ? est un livre-enquête [paru cet été, éditions Eska, 175 p., 22 €], que j'ai codirigé avec Nicolas Dolo. L'un et l'autre connaissons le Brésil depuis plus de 40 ans, y vivons en partie et y avons des attaches familiales. Une quinzaine de spécialistes, français et brésiliens, nous ont accompagnés dans cette aventure éditoriale. Universitaires, policiers, militaires, experts, syndicalistes ou spécialistes de l'environnement, tous ont livré le même diagnostic qui permet de mieux appréhender le tragique quotidien d'un Brésil au bord du gouffre. En l'occurrence, il s'agissait là pour nous d'expliquer, expliquer pour mieux comprendre, étant entendu que comprendre n'est en rien approuver. Or, on ne comprend rien à la réalité du Brésil si l'on se fie aux seules informations diffusées par la presse *mainstream*. Les contributeurs à ce travail d'enquête viennent de tous les horizons du spectre politique. Néanmoins, tous s'accordent à dire qu'il y a une profonde mécompréhension du réel brésilien.

Il y a bientôt un an, le 28 octobre dernier, Jair Bolsonaro remportait largement (55% des voix) le second tour de l'élection présidentielle. A tort ou à raison, il est devenu alors la bête noire des *opinion makers*. Plutôt que de chercher à mettre en lumière les raisons profondes de ce vote, ils se sont érigés en donneurs de leçons, ce qui a encore plus exaspéré le peuple brésilien. La vérité est que la lutte contre la violence et la corruption a constitué le facteur-clé de cette élection. Aussi, plutôt que de jeter l'anathème, il faut s'efforcer de dresser un état des lieux et réfléchir à des voies de sortie. Tous les experts interrogés ici l'ont dit : la seule répression ne suffira pas à endiguer le phénomène. Il faut des réformes structurelles, administratives et juridiques, de la pédagogie, des efforts en matière éducative, une évolution des comportements... Au-delà de l'insupportable gesticulation médiatique, et des sempiternels pseudo-experts donneurs de leçons, nous nous sommes attachés à discerner les lignes de fracture, passées, présentes et à venir. La criminalité polymorphe qui ronge ce merveilleux pays ne pourra être combattue avec succès que si la dimension communicationnelle et informationnelle est prise en compte. Autant dire que la tâche est immense ! Car ceux qui vivent (très bien) de cette criminalité – notamment financière – ont une parfaite maîtrise des jeux d'influence et médiatiques. On voit donc bien là l'ajointement qui existe entre réalité criminelle et guerre informationnelle. ■

Bruno Racouchot
Directeur de Comes

Pourquoi Comes ?

En latin, *comes* signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois *Communication & Influence*. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.



FOCUS

Criminalité, guerre économique et jeux d'influence

Les instituts brésiliens spécialisés ont recensé pour 2017 plus de 65.000 homicides au Brésil, soit le taux faramineux de 31,6 homicides pour 100.000 habitants, près du double du Mexique (pour mémoire, le taux en Europe oscille entre 1 et 2 pour 100.000). Le coût total de cette déferlante criminelle sur l'économie est tout aussi hallucinant. Les experts la chiffrent à 5,9% du PIB, soit plus de 100 milliards d'euros. Ce talon d'Achille de l'économie brésilienne a été largement étudié dans l'ouvrage dont vous découvrirez des extraits dans les pages qui suivent. Les entreprises françaises (la France y est le premier employeur privé avec près d'un demi-million d'emplois), doivent donc intégrer ce paramètre. Mais plus encore, derrière les problèmes environnementaux – notamment les incendies en Amazonie – qui ont marqué l'actualité de cet été, on voit se profiler des prédateurs économiques et financiers dont les connexions avec le monde criminel sont connues. La Police fédérale brésilienne sait parfaitement que la lutte contre la criminalité économique et financière passe aussi par des opérations de guerre informationnelle. ■

Pour rappel, voir aussi les n° de *Communication & Influence* n°96 à 98, de septembre à novembre 2018 consacrés au Brésil, http://www.comes-communication.com/newsletter_collection.php.

Nicolas Dolo • Bruno Racouchot

BRÉSIL

Corruption • Trafic • Violence • Criminalité

Vers la fin du cauchemar ?



COLLECTION
SÉCURITÉ GLOBALE



INTRODUCTION

LE BRÉSIL : DU LABORATOIRE DU CRIME AU PARADIGME DES LUTTES ANTICRIMINELLES ?

Nicolas Dolo et Bruno Racouchot

Dernière minute... Ça ne s'arrange pas...

À l'heure où cet essai part chez l'imprimeur, nous recevons les dernières données criminologiques brésiliennes. Publié début juin 2019¹, l'*Atlas da Violência*, qui fait autorité, dresse un bilan terrible de l'année 2017. Réalisé sous l'égide de l'Ipea (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – Institut de recherche économique appliquée) / Forum Brasileiro de Segurança Pública (Forum brésilien de sécurité publique), ce rapport recense 65 602 homicides en 2017, soit 31,6 pour 100 000 habitants : le pire niveau de violence jamais enregistré au Brésil (pour mémoire, en Europe, le taux oscille entre 1 et 2 /100 000).

Dans la jeunesse brésilienne, on compte en 2017 35 783 homicides, soit le terrible taux de 69,9 homicides/100 000 jeunes, avec des pointes faramineuses dans des Etats du Nordeste : en tête le Rio Grande do Norte (152,3 homicides/100 000 jeunes). Les chercheurs soulignent que 75 % des victimes d'homicides de 2017 sont des Noirs. Violences faites aux femmes en 2017 (92 % des victimes d'homicides sont des hommes) : 4 936 femmes assassinées.

En rassemblant les données de 2007 à 2017, on parvient à 618 000 victimes d'homicides au Brésil. Les auteurs de l'étude soulignent aussi l'impact majeur de cette criminalité sur l'économie, estimant son coût total (coûts

1. http://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/relatorio_institucional/190605_atlas_da_violencia_2019.pdf

privés et dépenses publiques) à environ 5,9 % du PIB². Il faut considérer ces éléments, frappant de plein fouet la vie quotidienne des Brésiliens et d'abord les plus modestes et démunis, pour saisir les raisons profondes du basculement politique majeur qu'a constitué en octobre 2018 l'élection de Jair Bolsonaro à la présidence du Brésil.

Les chiffres concernant la criminalité sous toutes ses formes au Brésil, que vous allez découvrir dans les pages qui suivent, sont terrifiants. Sur le plan humain, social, économique, écologique... les données collectées par les organisations les plus diverses et les plus neutres qui soient, aboutissent à un bilan hallucinant mais incontestable. Or cette réalité criminelle brésilienne ne peut être occultée si l'on veut comprendre la nature réelle du basculement majeur qu'a constitué l'élection de Jair Bolsonaro à la tête de la huitième économie mondiale en octobre 2018. Le rejet viscéral de la violence, du crime et de la corruption, a constitué le levier clé de cette élection. Tous les auteurs, de gauche comme de droite, qui ont contribué à ces travaux nous l'ont dit : la criminalité a été vue par le Brésilien de la rue comme le problème n°1. Comment en est-on arrivé là ? Quelles sont les forces à l'œuvre ? Qu'en est-il de la réalité criminelle brésilienne ? Quelles pistes peut-on envisager pour sortir de ce borbier ?... Telles sont quelques-unes des questions abordées ici.

Levons d'emblée toute ambiguïté. Comprendre n'est pas approuver. Le rôle du criminologue, rappelle souvent Xavier Raufer, n'est pas de juger mais de diagnostiquer pour ensuite proposer des solutions. L'exaspération du peuple brésilien a trouvé un exutoire en l'élection d'un nouveau président. Il ne nous appartient pas ici de porter un jugement de valeur. Mais appréhender avec lucidité la réalité d'un pays, aussi tragique qu'elle soit, permet de mieux saisir la nature profonde des mutations à l'œuvre au cœur des sociétés. En ce sens, le Brésil s'impose à nous comme un laboratoire privilégié des réalités criminelles. C'est aussi sous cet angle que l'on doit en tirer les leçons. La lutte à laquelle nous assistons oppose, d'une part des forces criminelles polymorphes, omniprésentes, aussi violentes que puissantes, s'articulant selon une architecture complexe ; d'autre part des forces vives de la nation brésilienne qui se refusent à voir leur pays tomber dans une spirale infernale, dont pâtissent avant tout les plus faibles.

2. P.12 du rapport cité

On limite trop souvent l'appréhension du phénomène criminel aux meurtres commis dans la rue. C'est là, certes, le premier étage d'une délinquance ô combien réelle, qui hante tous les Brésiliens et empoisonne leur existence. Mais elle ne pourrait exister sans une seconde réalité criminelle qui la sous-tend et l'encourage, liée à la corruption généralisée du système – politique, administratif, juridique, économique... – et à la dynamique de terreur qui lui est consubstantielle. Enfin, la vraie logique qui surplombe le tout est celle d'une prédation financière inextinguible, véritable machine à broyer les peuples et détruire tout lien social, laissant l'individu seul face au Léviathan criminel.

Comment en est-on arrivé là ?

Au cours des trente dernières années, la transition démocratique du Brésil s'est accompagnée d'une situation sociale, économique et sécuritaire, paradoxale et néanmoins difficile à vivre pour la population. Certes, le pays s'est très largement développé, et son économie avoisine aujourd'hui celles des grandes nations d'Europe. Certes, les pauvres sont pour l'essentiel sortis de la misère, tandis que l'on a vu naître une authentique classe moyenne urbaine désormais en mesure de consommer, de voyager à l'étranger, et de vivre plus que décemment du produit de son travail. Pourtant, la classe politique et une partie de l'oligarchie brésilienne ont aussi profité du boom économique pour construire dans l'ombre un système implacable de prédation des richesses du pays, laissant, dans le même temps, proliférer une violence de rue sauvage et de véritables armées criminelles.

Quelques mois, et même quelques années avant l'élection de Jair Bolsonaro, nous avons tous les deux prévu qu'un événement politique majeur allait se dérouler au Brésil, bousculant le *statu quo*. Connaissant depuis plus de quarante ans l'un et l'autre ce pays dont nous sommes indéniablement amoureux, conscients du désespoir profond d'un peuple brésilien lassé des discours de politiciens corrompus et confronté à une réalité quotidienne abominable, nous allions alors à contre-courant de nombreux médias occidentaux et de leurs « experts », les uns et les autres très souvent déconnectés des réalités du pays, parfois pour de simples blocages idéologiques.

Réalité de la lutte contre la criminalité

Ce sont cette réalité et ce combat que nous avons voulu ici exposer. Nous avons rencontré et échangé depuis des années avec des responsables de la lutte

contre le crime et la corruption. Juges, policiers, militaires, journalistes, universitaires, entrepreneurs, travailleurs sociaux, simples citoyens... venant d'horizons très divers, tous ont eu à cœur de nous donner leur témoignage, leur analyse, de façon anonyme pour certains, ouvertement pour d'autres. Et tous nous ont répété aussi que rien n'aurait été possible sans la profonde mobilisation populaire qui, en descendant régulièrement dans les rues, a contribué à appuyer l'action des juges et des policiers, pour faire en sorte que les dossiers ne soient pas enterrés.

Cette dimension informationnelle est ressortie en permanence comme un fil d'Ariane authentiquement démocratique, ayant permis de ne pas occulter – notamment en raison d'artifices juridiques dont le droit brésilien est coutumier – la réalité criminelle qui gangrenait le pays. Un autre paramètre clé mérite encore d'être souligné : tous nos interlocuteurs ont insisté sur le fait que la seule répression ne pouvait venir à bout de cette réalité criminelle, si un travail majeur d'éducation, d'information, de prise de conscience intellectuelle, sociale et culturelle, n'était pas engagé dès aujourd'hui sur le long terme.

Pour cette raison, nous avons souhaité associer à cet ouvrage des spécialistes et hommes de terrain, français et brésiliens, venant d'horizons divers, pour qu'ils nous apportent l'analyse la plus extensive et la plus pertinente possible (par ordre d'apparition dans l'étude qui suit) :

- Filipe Joaquim, chef d'escadron de gendarmerie et officier de liaison de la Direction de la coopération internationale (DCI) du ministère de l'intérieur français, en poste à Brasilia, nous éclaire sur l'articulation du système policier et sécuritaire brésilien, le mettant en regard du système français ;
- Hervé Théry, professeur associé à l'université de São Paulo (USP), géographe et normalien, auteur de nombreux ouvrages sur le Brésil qui font autorité, dresse le bilan de la géographie de la violence ;
- Pierre Fayard, professeur émérite à l'université de Poitiers et directeur général du centre franco-brésilien de documentation scientifique et technique à São Paulo de 2004 à 2008, dissèque les racines de la culture de la ruse et de la corruption ;
- Daniel Coelho, officier de la Police fédérale, fin connaisseur de la France (promotion Georges Clémenceau de l'ENA, 2017/2018), aujourd'hui sous-secrétaire d'État en charge de la prévention de la criminalité au gouvernement du District fédéral (Brasília), souligne la solidité des institutions brésiliennes dans la lutte contre la corruption ;

- Le lieutenant-colonel Mauricio França, diplômé de l'École de Guerre de Paris et actuellement en charge du suivi des relations avec l'Europe de l'état-major de l'armée de terre à Brasilia, situe le rôle et le cadre institutionnel des interventions militaires en matière de sécurité publique ;
- Flavio Werneck Meneguelli, officier de la Police fédérale et vice-président de la Fédération nationale des policiers fédéraux, apporte le regard d'un syndicaliste de la Police fédérale sur les problématiques et développements sécuritaires actuels ;
- Bruno Requião da Cunha, officier de la Police fédérale, docteur en physique théorique, actuellement en post-doctorat à l'université de Limerick (Irlande), ouvre le champ de la politique sécuritaire à des considérations scientifiques, en particulier à l'utilisation de la science des réseaux dans la lutte contre les factions criminelles ;
- Anderson Torres, secrétaire de Sécurité publique du District fédéral (poste équivalent peu ou prou à celui du préfet de police de Paris), et Alessandro Moretti, son adjoint, reviennent sur les projets prioritaires du District fédéral de Brasilia en matière sécuritaire, au premier rang desquels l'éducation et la lutte contre les féminicides ;
- Marcelo Pasqualetti, ex-chef du service central de renseignement policier de la Police fédérale, ancien attaché-adjoint de Sécurité intérieure auprès de l'ambassade du Brésil à Paris, puis chef du bureau de représentation de la Cour supérieure de justice à Rio de Janeiro, décortique le coût économique énorme de la criminalité au Brésil ;
- Laurent Serafini, ancien officier de liaison de la Police française en poste au Brésil entre 2007 et 2011, aujourd'hui chef d'entreprise et membre de la direction de la Chambre de commerce et d'industrie franco-brésilienne de São Paulo, explique les règles d'or de l'implantation et de la sûreté des entreprises étrangères ;
- Anderson Poddis et Otavio Barros de Freitas, respectivement porte-parole et chargé des affaires internationales de la Police autoroutière fédérale (PRF) évoquent la gestion des frontières terrestres du Brésil, notamment celles qu'il partage avec la Guyane française, donc l'Europe ;
- Hervé Juvin, ancien président de l'Observatoire Eurogroup, puis président d'Eurogroup Institute, consultant et essayiste spécialiste des questions environnementales, met en relief la dimension des menaces criminelles qui pèsent sur l'écologie et les ressources rares au Brésil ;
- Jean-Yves Carfantan, auteur de plusieurs ouvrages sur le Brésil, associé et fondateur du bureau d'études AgroBrasConsult à São Paulo depuis

2002, décrypte les dessous et enjeux réels de la guerre informationnelle liés à la défense de l'Amazonie et des terres indigènes ;

- Xavier Raufer, criminologue, enseignant au CNAM, à l'université Fu Dan de Shanghai et à la George Mason University de Washington DC, signe la postface de l'ouvrage, comparant les enjeux sécuritaires au Brésil et en France, ouvrant des voies quant aux nombreuses opportunités de collaboration entre les deux pays.

Nous nous sommes, pour notre part, réservé les chapitres d'introduction et de conclusion, l'un afin de comprendre le contexte qui a permis l'élection du président Bolsonaro, l'autre pour mettre en évidence la réalité des luttes informationnelles ayant toujours lieu, au et à propos du Brésil.

Brésil : retour vers l'espoir ?

On reproche souvent – non sans raison... – aux Français une certaine arrogance quand ils parlent du Brésil. Nous souhaiterions agir à rebours et faire preuve d'un peu d'humilité en la matière. Car dans cette lutte implacable pour éradiquer la violence et la corruption, les Brésiliens nous donnent une authentique leçon de courage et d'espoir, en même temps qu'ils affirment leur formidable capacité de résilience, si propre à leur vision du monde toujours empreinte d'optimisme, même dans les épreuves les plus noires. À ce titre, les Brésiliens ont beaucoup à nous apprendre pour que nos vieux pays d'Europe ne sombrent pas dans les mêmes travers. Si ce livre peut contribuer à rétablir et embellir les relations toujours riches et fécondes ayant perduré entre nos deux pays à travers l'histoire, alors nous aurons peut-être jeté les jalons d'une stratégie à venir intelligente, d'échanges, d'action et de réflexion quant à la préservation des équilibres humains, économiques, écologiques et sociaux face aux menaces criminelles.

Car ce livre se veut aussi le témoin d'une grande aventure humaine, prouvant qu'il ne faut jamais désespérer de l'homme et de sa capacité de sursaut contre la violence et l'injustice. Le juge Sergio Moro s'est imposé comme la grande figure emblématique de ce combat pour un Brésil propre. Il y a aujourd'hui au Brésil des milliers de Sergio Moro à l'œuvre sur le terrain, juges, policiers, militaires, éducateurs, journalistes, entrepreneurs, simples citoyens... Réussiront-ils à accomplir leur titanesque mission ? Brésil : retour vers l'espoir ?

Cet ouvrage reprend en partie les analyses parues dans la revue Sécurité Globale n°16 de décembre 2018, « Brésil demain : Sécurité – Économie – Écologie », éditions Eska.

CONCLUSION

RÉALITÉ BRÉSILIENNE ET OBSERVATEURS ÉTRANGERS : UNE GUERRE INFORMATIONNELLE MINÉE PAR LES TABOUS ET OBSESSIONS

Bruno Racouchot

*R*ésolument ancré à la gauche de l'échiquier politique brésilien, ayant vécu un temps en exil sous le gouvernement militaire avant de revenir en 1979 au pays à l'occasion de l'amnistie, le journaliste et homme politique Fernando Gabeira n'est vraiment pas un zélateur du nouveau président brésilien. Cependant, interrogé par la revue Istoé (09/11/2018) pour savoir ce qu'il pensait du résultat des élections présidentielles de fin octobre et de la victoire de Jair Bolsonaro, Fernando Gabeira a dressé avec lucidité le constat suivant, que l'on a constamment retrouvé en filigrane dans ce livre : « Cela ne m'a pas surpris. Sa victoire confirme trois choses. D'abord, ce vote fut une grande critique du système politique. Bolsonaro a incarné une volonté de renverser la table. Ensuite, une possibilité de lutte contre la corruption. Et enfin, l'attente d'une politique de sûreté efficace. Bien qu'il ne sera probablement pas capable de tout cela, Bolsonaro a simplement exprimé ces idées avec plus d'emphase et d'une manière plus claire pour se faire comprendre du peuple. »

Cette approche fait parfaitement écho au constat dressé par le professeur Hervé Théry, l'un des meilleurs spécialistes français du Brésil, fin connaisseur du pays profond et excellent décrypteur des réalités sociales, quand il ouvre sa contribution sur la *Géographie de la violence au Brésil* en écrivant : « Les thèmes de la violence et de l'insécurité ont tenu une place majeure dans la campagne pour les élections brésiliennes de 2018 et leur utilisation a été l'une des principales raisons du succès de Jair Bolsonaro. Le Brésil est, de fait, l'un des

pays les plus violents au monde, avec des taux d'homicides plus élevés que bien des pays en guerre, dont la Syrie. Mais cette réalité tragique ne paraissait pourtant pas être une préoccupation majeure pour les pouvoirs publics et pour l'opinion brésilienne, qui semblaient la considérer comme une sorte de fatalité, jusqu'à la récente prise de conscience de ce qu'elle avait d'insupportable. » Lorsqu'il évoque une prise de conscience, Hervé Théry a parfaitement raison. Ceux qui observent l'évolution de la société brésilienne depuis environ un demi-siècle, ne peuvent qu'être frappés par l'extraordinaire maturité politique dont font désormais preuve les Brésiliens. On ne peut comprendre le surgissement de Jair Bolsonaro et le bouleversement qu'il induit dans la vie politique brésilienne sans d'abord prendre en compte deux paramètres clés chers au cœur des criminologues, à savoir la violence et la corruption¹¹⁵. Pour mesurer l'ampleur du bouleversement en cours, il faut ensuite comprendre que la corruption plonge ses racines dans l'histoire même du Brésil, comme l'a montré ici le professeur Pierre Fayard.

Autrement dit, appréhender correctement le rôle clé joué par le couple violence/corruption au Brésil exige de multiples approches. Mais elles ne peuvent être saisies dans leur plénitude que si un obstacle initial est franchi : accepter de voir et d'étudier le Brésil dans sa splendide et terrifiante réalité. Or, la perception qu'en a le public français ou francophone est éminemment biaisée par le filtre déformant des *opinion makers* de toutes sortes, au premier rang desquels la presse française *mainstream*, totalement déconnectée du réel brésilien, le plus souvent pour des motifs d'ordre purement idéologiques. Depuis plus de 40 ans que je vis avec le Brésil, je ne suis jamais parvenu à comprendre de quoi parlait la majeure partie des médias français lorsqu'ils évoquent le pays. L'acmé de la désinformation a été atteint lors de la campagne pour les élections générales d'octobre 2018. Il ne s'agit pas ici de plaider en faveur de l'un ou l'autre camp, mais simplement d'essayer de comprendre ce qui a pu permettre ce basculement politique majeur qu'a constitué le rejet de l'héritage du PT et de ses alliés, et l'élection de Jair Bolsonaro. Comprendre n'est pas approuver, nous l'avons souligné dans l'introduction. Encore faut-il savoir faire preuve d'objectivité, si ce n'est d'ouverture d'esprit. Mais engoncés dans leur parti pris et leur formatage idéologique, les médias français n'ont que très tardivement « découvert » la lame de fond populaire qui allait tout emporter sur son passage. Or, quiconque sillonnait le pays savait depuis

115. Ce qu'explique parfaitement Nicolas Dolo dans son chapitre introductif.

des mois, sinon des années, qu'une rupture de premier ordre allait survenir, et que ce bouleversement était majoritairement imputable aux deux facteurs-clés étudiés ici : la violence et la corruption.

On le sait, il n'y a jamais de génération spontanée en matière d'éclosion des phénomènes sociaux. C'est là où nos observateurs – qui sont supposés faire autorité – se révèlent être le plus souvent prisonniers de leurs propres tabous et fantasmes. Le Brésil idyllique, pays arc-en-ciel ou du métissage heureux, n'a jamais existé que dans l'imaginaire d'intellectuels s'accrochant aujourd'hui aussi désespérément au mythe du « bon sauvage » qu'ils sacrifiaient hier au culte du Petit père des peuples ou du Grand Timonier. Derrière la bonne humeur et la courtoisie subsiste au Brésil une violence latente dans les rapports de force. Qui ne saisit la formidable et complexe architectonique de la société brésilienne ne peut comprendre les jeux subtils qu'entretiennent ici puissance et influence. De fait, pour appréhender correctement les équilibres, il faut s'extraire d'une conception outrageusement occidentalocentrée et faire l'effort d'entrer dans l'âme brésilienne. Dans ses *Méditations sud-américaines*¹¹⁶, le comte Hermann von Keyserling – fondateur de l'École de la sagesse de Darmstadt, penseur qui exerça une grande influence sur Stefan Zweig dans son choix d'exil au Brésil – a parfaitement décrit les subtilités de la *delicadeza* brésilienne et les liens intimes qui l'unissent à la violence. Le problème est que la grande majorité des observateurs et journalistes français au Brésil ne possède pas la grille de décryptage *ad hoc* pour comprendre le pays, restant confinés dans des cénacles intellectuels en rupture totale avec le « Brésil réel » et bloqués sur des schémas mentaux surannés, pour ne pas dire totalement obsolètes. Là encore, l'inénarrable « culture de l'excuse » sert de fourre-tout et dispense d'une analyse rigoureuse des faits. D'où une incompréhension des problèmes-clés que sont, entre autres, la violence et la corruption, incompréhension qui engendre une complète incapacité à envisager ne serait-ce que leur possible résolution par une voie authentiquement politique, légale et démocratique. On le sait, sans diagnostic sain, pas de traitement possible.

Pour simplifier, à l'instar des cercles de l'enfer de Dante, nous avons vu que trois niveaux de criminalité s'imbriquent l'un dans l'autre et rongent la société brésilienne. Il y a d'abord la formidable violence qui s'exerce dans les rues, celle qui est perceptible par tout Brésilien. Elle n'est rendue possible

116. Stock, 1932, p.182 sq.

que par les liens incestueux qui existent au-dessus avec une classe politique aussi corrompue que discréditée. En l'occurrence, rien ne sert de se focaliser sur le seul PT, car c'est bien l'ensemble politique qu'il formait avec ses alliés qui a été condamné lors du scrutin d'octobre dernier. Le PT, certes, a institutionnalisé une forme majeure de corruption, mais il serait malhonnête et simpliste de dire qu'il fut le seul à le faire. Ce que le corps électoral brésilien a bien perçu. D'où le rejet massif des formations classiques et le surgissement d'un Jair Bolsonaro que les médias et instituts de sondage avaient (volontairement ?) sous-estimé. C'est là que se situe le troisième niveau envisagé, celui où sévit un certain *Deep State* brésilien, aussi opposé à Jair Bolsonaro que le *Deep State* américain l'est à Donald Trump, ce qu'a fort bien disséqué dans son approche Nicolas Dolo¹¹⁷. Le maître-mot pour cerner et comprendre les forces à l'œuvre dans cet affrontement est celui de guerre informationnelle. Ce n'est pas un hasard si les grands journaux de la presse internationale – le *Financial Times*, *The Economist* et le *Washington Post* – ont pris ouvertement position contre l'homme-lige des militaires, à savoir Jair Bolsonaro. Ce qui est en jeu ici, c'est la souveraineté du Brésil menacée dans son essence même. L'ignorer, c'est se condamner à ne rien comprendre aux articulations criminelles qui ont amené le Brésil au bord du gouffre. Il s'agit là du pivot idéologique central qui a rendu la criminalité omniprésente et omnipotente au Brésil. Une même logique et une même dynamique animent la criminalité de rue, la corruption politique et la criminalité financière internationale. On se situe là à un niveau de guerre économique déployée à l'échelle mondiale, avec des prédateurs qui veulent faire main basse sur la 8^e économie mondiale. Les enjeux stratégiques sont ici patents.

Aussi ne peut-on en l'espèce appréhender correctement les défis actuels du Brésil sans avoir une connaissance claire de ce que représentent pour l'armée brésilienne les enjeux de souveraineté. Il suffit d'éplucher soigneusement les noms et cv des militaires que Jair Bolsonaro a propulsé aux postes-clés – infrastructures, mines et énergie, etc. – pour comprendre que l'on va très vite entrer dans « le bois dur ». On doit donc s'attendre à des chocs majeurs entre les visées criminalo-financières du *Deep State* au Brésil et la volonté de défense intransigeante de la souveraineté brésilienne émanant (mais pas seulement) des militaires, des policiers, des juges... Et c'est bel et bien sur le terrain de l'information et de la communication que va s'engager le combat.

117. Voir http://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_novembre_2018_Nicolas_Dolo.pdf p.4

À cet égard, je ne saurais trop conseiller à nos amis brésiliens d'étudier minutieusement l'excellent film-documentaire de David Gendreau et Alexandre Leraître *Guerre fantôme – La vente d'Alstom à General Electric*¹¹⁸. Car si notre pays s'est ainsi fait déposséder d'un de ses joyaux industriels sans coup férir, nul doute que le schéma va se reproduire, en France probablement mais aussi au Brésil. La question criminelle se trouve ici portée à son paroxysme, comme l'avait montré Xavier Raufer dès 2013 dans son livre *Géopolitique de la mondialisation criminelle : la face obscure de la mondialisation*¹¹⁹...

D'où une réflexion à conduire conjointement avec nos amis brésiliens pour prévenir et guérir. Scholastes et exégètes français seraient ainsi bien inspirés de réfléchir à l'importance que peut avoir l'héritage du général Ernesto Geisel – théoricien du « pragmatisme responsable »¹²⁰ auquel on doit une ouverture et une réorientation des relations extérieures du Brésil, découplée des États-Unis, au mitan des années 1970 – dans la praxis politique de Jair Bolsonaro, ou du moins de ses proches conseillers militaires¹²¹. De même, l'analyse pointilleuse des grands noms de la géopolitique brésilienne permettrait de resituer la volonté de puissance renaissante à laquelle nous sommes en train d'assister au Brésil¹²². Remémorons-nous ce que pensèrent et firent dès le siècle dernier José Maria da Silva Paranhos Junior, baron de Rio Branco¹²³, ou Everardo Backheuser, créateur en 1925 du premier cours de géopolitique au Brésil, lequel – tout comme Cassiano Ricardo – eut une grande influence auprès de Gétulio Vargas dans son projet de « marche vers l'ouest » amazonien. De même, il serait opportun de méditer sans tabous et attentivement les travaux de militaires brésiliens comme Mário Travassos, Golbery do Couto e Silva, Carlos de Meira Mattos, ou encore de géographes comme Wanderley Messias da Costa ou Bertha Becker... C'est en se

118. <https://www.guerrefantome.com/>

119. Paru aux PUF

120. Idem note 3, p.4

121. Voir à ce sujet la pertinente analyse de Raul Zibechi dans le *Monde Diplomatique* de février 2019 (p.13), intitulé *Que veulent les militaires brésiliens ?* où il est bien mis en évidence le fait que la plupart des militaires brésiliens défendent l'interventionnisme économique et la souveraineté nationale.

122. Pour plus d'informations, voir l'article de Gutemberg de Vilhena Silva et Hervé Théry, *Géographie politique et géopolitique brésilienne au XX^e siècle*, <https://journals.openedition.org/espacepolitique/4114> - Voir également le très bon ouvrage du professeur Yves Gervaise, *Géopolitique du Brésil*, opportunément sous-titré *Les chemins de la puissance* (PUF, 2012).

123. L'institut de formation des diplomates brésiliens de l'Itamaraty porte justement le nom de Rio Branco.

fondant sur l'analyse pointilleuse de ces travaux que l'on peut comprendre les enjeux géopolitiques qui se nouent sous nos yeux, mettant aux prises une criminalité transnationale en col blanc avec les défenseurs de la souveraineté brésilienne¹²⁴.

Il s'agit là d'un travail de fond, méticuleux, qui vaut mieux que les diatribes moralisatrices, formulées par certaines de nos élites à l'endroit des Brésiliens. Une telle posture est négative. D'autant plus que l'attachement à la nation et au drapeau est profond chez les Brésiliens, toutes tendances politiques confondues. Et surtout, sur quoi se fondent ces accusations ? La plupart du temps, non sur une analyse objective des faits et de la situation, mais sur les articles publiés par la presse *mainstream*, qui ne décrit en rien la réalité mais procède à des incantations idéologiques sur le mode du *wishful thinking*. Autrement dit, perception faussée, analyse biaisée, réponse inadaptée. La boucle est bouclée. Et le résultat en sera, si rien ne change, notre décrochage programmé des marchés brésiliens. Car nos amis européens sont autrement plus lucides et efficaces à la manœuvre : Italiens, Allemands, Espagnols... tous, d'un parfait pragmatisme, sont dans la course. Plus que jamais.

Guerre économique et guerre informationnelle sont intimement liées. Et les puissances criminelles qui agissent à l'échelon mondial le savent parfaitement. Peut-être serait-il temps de modifier notre manière d'être-au-monde ? Peut-être serait-il temps de s'inspirer de cette formidable capacité de résilience dont savent faire preuve les Brésiliens en toutes circonstances ? Un adage brésilien veut que « *quem não tem cão caça com gato* » (« celui qui n'a pas de chien chasse avec un chat »). Xavier Raufer ne cesse de nous le répéter : les criminels ont pour atout leur extraordinaire capacité d'adaptation. Qu'attendons-nous pour faire de même ? La France bénéficie encore au Brésil d'un formidable capital d'estime, de sympathie et même d'amitié. Avec une dose de bon sens et une solide volonté, il ne tient qu'à nous de le réactiver et le faire prospérer avec intelligence. À condition de renoncer au politiquement correct, d'avoir le courage de regarder les faits avec sérénité et réalisme, en réactivant les bons réseaux. Et pour les grincheux toujours prompts à agiter les bannières moralisatrices, rappelons-leur seulement le

124. Voir à ce sujet les deux entretiens que m'ont accordé à la veille des dernières élections de 2018, d'une part l'ancien ambassadeur José Bustani (diplomate francophile, très proche de Lula), *Le Brésilien qui aurait pu empêcher la guerre d'Irak*, d'autre part Carlos Ivan Simonsen, président de la Fondation Gétúlio Vargas, *Le Brésil, un empire tourné vers lui-même*, (revue Conflits, n°19, octobre 2019, respectivement p.50-51 et p.60-61).

succès que constitua à l'automne 1964 le voyage du général de Gaulle en Amérique du Sud, voyage qui s'acheva avec succès au Brésil. C'était quelques mois seulement après l'avènement du coup d'Etat qui avait porté les militaires au pouvoir... Il est vrai aussi que c'était un temps où la France était encore à même de penser et déployer une grande politique étrangère...